

Beauregard, Adrienne G

De: Breault, Louis
Envoyé: 27 octobre 2002 12:09
À: Skilling, Pierre; Beauregard, Adrienne G
Objet: Mémoire sur le mode de scrutin

CI - 4 M
C.G. - REFORME DU
MODE DE SCRUTIN



démocratie doc

-----Message d'origine-----

De : Francois Boudreau [mailto:fboudreau@accentus.ca]
Envoyé : 27 octobre 2002 07:57
À : lbreault@assnat.qc.ca
Objet : opinion sur le mode de scrutin

Bonjour! Voici mon humble contribution à la réforme du mode de scrutin.
C'est un document écrit dans un style libre, avant la publication du
document de consultation.

Merci d'offrir aux citoyens des moyens simples de contribuer au débat.

François Boudreau

Introduction

Année après année, les sondages le confirment. Les politiciens sont parmi les personnes en qui les citoyens ont le moins confiance. Loin derrière d'autres professions tel les juges, les médecins, les policiers. Le grand paradoxe est que ces politiciens sont pourtant élus par la population. Comment expliquer cette faible confiance en des gens qu'on a pourtant choisis soi-même? Est-ce que les élections, présentées comme le point fort de la démocratie, ne sera pas plutôt son point faible?

Notre démocratie sombre dans la démagogie. Les élections se gagnent à coup de promesses non tenues. Les modèles qu'on nous présente sont simplistes. On flatte le peuple dans le sens du poil. Les faiseurs d'images sont partout. On joue sur l'émotion des gens beaucoup plus que sur leur raison. Personne ne lit les programmes électoraux des partis, quand ils prennent la peine d'en proposer un. Plusieurs décisions majeures du gouvernement ne sont même pas mentionner durant les campagnes électorales. Elles seront réalisées durant la deuxième et troisième année du gouvernement, le temps que la population oublie les promesses électorales de l'élection précédente, mais suffisamment loin de la prochaine élection pour être oubliés à leur tour lors du scrutin. Sans oublier que l'argent est le nerf de la guerre et que les politiciens sont redevables à leurs créanciers autant sinon plus qu'à leurs électeurs.

Est-ce que la population ne serait pas un peu à blâmer dans tout ça? Ne devrait-elle pas s'informer un peu plus ? Être moins crédule ? Bien sur. Mais lorsque votre médecin vous prescrit un mauvais médicament, est-ce que vous êtes à blâmer? N'auriez-vous pas pu vous informer un peu plus? Bien sur! Sauf que cela aurait demandé beaucoup de temps, les études en médecine étant plutôt longues. Or les études en économie, en biologie et en génétique, en fiscalité, en toxicomanie, en urbanisme, en éducation, en administration et en foresterie sont assez longues également, surtout lorsqu'on nous demande de combiner tous ces domaines! Le citoyen qui travaille à temps plein et fonde une famille n'a pas le temps de s'informer sur tous les sujets. Alors il fait confiance au médecin, alors il fait confiance au politicien. Quel autre choix a-t-il? Les problèmes modernes sont complexes et demandent des connaissances spécifiques. Combien de

citoyens savent vraiment si les fusions municipales nous feront économiser de l'argent ou non? Combien peuvent démontrer que la souveraineté serait vraiment bonne ou mauvaise pour l'économie du Québec? Combien connaissent vraiment la situation du réseau de la santé, et la meilleure façon de résoudre ses problèmes? Alors comment voulez-vous qu'ils votent de façon responsable sur ces sujets?

Évidemment, bien d'autres ont compris cela depuis longtemps. Il nous faut des gens compétents pour diriger l'État. Même le citoyen le sait, et c'est pourquoi il se laisse diriger. Et il n'y aurait aucune problème si les gens compétents avaient les mêmes priorités que le reste des citoyens. Ce qui n'est pas nécessairement le cas. Les députés actuels ne sont pas représentatifs de la population, que ça soit au niveau du sexe, de l'âge, du revenu, de leur profession ou de l'origine ethnique. Alors qu'en est-il de leurs valeurs, leurs préoccupations, leurs intérêts, leurs visions du monde ? Elles vont différer également.

La démocratie représentative est un échec. Elle n'a rien de représentative. C'est une aristocratie avec un glaçage démocratique. Les élections sont de la démagogie.

Proposition

Je suggère de tirer les députés au hasard, parmi l'ensemble des citoyens. Pour s'assurer d'être représentatif de l'ensemble de la population, le nombre de députés devra être assez large. Pour le Québec, peut-être 500. Le mandat des députés serait de 5 ans. Chaque 6 mois 10% des députés quittent et sont remplacés par des nouveaux. Ces nombres sont des exemples. Peut-être qu'un mandat plus court serait préférable. C'est ouvert à la discussion.

Ces députés formeraient uniquement le législatif. Les membres de l'exécutif seraient nommés par les députés. On procède par ouverture de poste comme n'importe quel autre emploi de la fonction publique. Les projets de lois pourront provenir des députés, de l'exécutif et possiblement de la population. Ces projets deviennent des lois lorsque approuvé par 50% plus 1 des députés. Tout cela est aussi ouvert à la discussion.

On pourrait élire l'exécutif ou garder la structure actuelle et y ajouter un sénat constitué de représentants tirés au hasard, par exemple.

Ce système serait représentatif de la population à 2-3%, 19 fois sur 20. La proportion de femmes, de pauvres, d'universitaires, de jeunes, de chauves, de gais et de gauchers serait très près de celle de la population réelle. Leurs préoccupations seraient celles des citoyens.

Il n'y aurait plus d'élection, de promesses électorales, de campagne d'image ou de peur. Plus de politiciens! Les journalistes vont enfin pouvoir nous parler de politique au lieu de nous parler des partis politiques.

Quelques objections probables et leur réponse

1. Des députés pigés au hasard n'auront jamais la compétence nécessaire pour gérer l'État.

Les citoyens incompetents ont tout de même le droit de vote. Est-ce que vous n'êtes pas en train d'admettre que le vote des citoyens est sans conséquences et c'est pourquoi on peut le donner au premier venu ?

La partie législative de l'État est plus une question de valeur que de compétence. Le droit de posséder des armes, les clubs échangistes, la prostitution, les drogues illicites, la préservation de l'environnement, l'avortement, la place de la religion dans les écoles, la place du privé dans les soins de santé, dans l'éducation, tous ces débats sont surtout des questions de valeurs. Une fois bien informé, après avoir écouté les spécialistes et les intervenants du milieu, quand on connaît le pour et le contre de chaque option, nul besoin d'être docteur en philosophie pour émettre une opinion. Aucune de ces questions ne peut être résolue par la science ou la logique. Il s'agit seulement de savoir dans quel genre de société nous voulons vivre. Qui de mieux placé que les citoyens pour prendre cette décision?

La partie exécutive de l'État demande des compétences. Tirer le ministre des finances au hasard serait suicidaire. Il n'est pas question de cela ici.

2. La première loi votée par les députés va être de doubler leur salaire. La deuxième loi va être de se donner 6 mois de vacances par année.

Il y aurait évidemment une constitution limitant les pouvoirs des députés, comme c'est le cas aujourd'hui. Un référendum, faute de mieux, serait nécessaire pour la modifier.

3. Ça revient à gouverner par sondage, alors faisons simplement des sondages.

Non, parce que les députés vont avoir le temps d'étudier les questions, par opposition aux citoyens ordinaires. Ils vont avoir de temps de consulter des spécialistes, d'entendre chaque partie et de peser le pour et le contre. Est-ce qu'un sondage sur l'heure du souper, le lendemain d'un crime sordide, mesure vraiment l'opinion des Québécois sur les libérations conditionnelles ? Probablement qu'après avoir consulté les statistiques et les criminologues, l'opinion des citoyens changerait significativement.

4. La très grande majorité des citoyens ne seront jamais députés. Et ils n'auront jamais à voter non plus. Alors pour eux les décisions vont tomber du ciel. Les gens auront pas l'impression d'être en démocratie, même si théoriquement ils le sont. « Voici les lois adoptées aujourd'hui, peu importe ce que vous en pensiez. »

Bon nombre de décisions tombent déjà du ciel. Qui a voté en faveur des fusions municipales ou de la ZLÉA ? Qui a voté contre les mariages homosexuels ou la légalisation de la drogue ? Combien de citoyens ont vraiment l'impression que leur opinion compte ? Qu'ils ont leur mot à dire sur les dépenses de l'État ?

Les députés ne seront pas omniscient et vont consulter les citoyens avant de prendre leur décision. Les citoyens vont pouvoir se regrouper en association pour se faire entendre auprès des députés. Tel groupe va être pour la légalisation du cannabis, un autre favorable au développement durable, un troisième pour la peine de mort. Ces groupes pourront faire valoir leurs arguments auprès des députés.

5. Les gens accepteront pas d'être députés.

C'est difficile à dire. C'est certains que c'est pas tout le monde qui s'intéresse à ce genre d'emploi. Si le salaire est élevé, ça pourrait tordre le bras à plusieurs. C'est pas très grave si certains refusent l'emploi, tant que la moyenne des députés demeure représentative de la population. C'est le point le plus fragile du système selon moi.

6. Ça serait le retour de la peine de mort un système comme ça.

Ça serait le retour de la démocratie un système comme ça.

(Ça serait pas nécessairement le retour de la peine de mort. Les députés auraient le temps de consulter et de s'informer sur le sujet, et possiblement que leur opinion serait plus nuancée que celle de la population en général.)

7. Ça va être dispendieux 500 députés.

A 50 000\$ / années, ça donne 25 millions. Sur un budget de 40 milliards comme celui du Québec, c'est minime. D'autant plus qu'on va épargner l'argent dépensé lors des élections et gaspillé dans le fonctionnement des partis politiques.

8. Qu'est-ce qui empêche les députés de voter n'importe comment, sans même lire les projets de lois?

Les membres des jurys, tirés au hasard, ne votent pas n'importe comment. Je sais pas pourquoi mais c'est comme ça. Les députés auront à vivre avec leur décision, j'imagine que ça va les motiver un peu. Sur 500 députés on va possiblement en avoir un certain nombre qui vont voter comme leur voisin, mais c'est leur choix. Un certain nombre de citoyens votent déjà à peu près au hasard de toute façon.

9. Pourquoi pas plutôt une démocratie directe, où tout le monde est député?

Parce que ça prend aussi des gens pour enseigner ou réparer les routes. Pour moi être député dans le monde d'aujourd'hui, c'est une job à temps plein. Les citoyens auront pas le temps de s'informer adéquatement sur toutes les décisions fédérales, provinciales et municipales et travailler 40 heures en même temps. Prenez par exemple le récent rapport du Sénat sur le cannabis. Vous pouvez pas espérer que l'ensemble des citoyens vont lire les 680 pages du document, bénévolement.

10. Pourquoi pas une démocratie où tous ceux qui veulent être députés peuvent l'être? Une assemblée ouverte où tout le monde peut participer, selon l'intérêt qu'ils ont pour le sujet de débat en cours.

Parce que ça sera pas représentatif. Un peu comme aujourd'hui, on aurait plus d'hommes, possiblement d'étudiants et de retraités, etc. On aurait des gens qui s'intéressent à la politique et qui ont le temps de s'y intéresser. Et on aurait possiblement trop de gens également.

Personnellement, je crois que les gens qui s'intéressent à la politique, les gens pour qui elle est un loisir, sont vraiment très différents des gens qui s'y intéressent pas. Confier le pouvoir et l'argent public à ces gens là risque de causer beaucoup de mécontentement chez les autres.

11. C'est sérieux ou c'est une joke?

Je crois que ça serait possible. Le point le plus problématique selon moi c'est de savoir si les citoyens vont vraiment vouloir quitter leur emploi et parfois déménager pour devenir député. La seule façon de l'apprendre c'est d'essayer.

Ce qui est bien c'est que le système est facile à tester. Par exemple, on peut aisément l'essayer dans de petites municipalités, sur une base volontaire. Surtout que les postes de conseillers seraient des emplois à temps partiels. Plusieurs autres organisations qui se veulent démocratiques comme les associations étudiantes ou les syndicats pourraient l'essayer, à petite échelle. On verrait ce qui fonctionne bien et ce qui doit être amélioré.

Le système serait vraiment démocratique, et je crois que c'est ça qui va lui nuire le plus. Est-ce que veut vraiment une société où le peuple gouverne? Des organisations où les membres gouvernent? Bon nombre préférerait plutôt guider la population vers ce qui constitue selon eux le destin de l'humanité, bon gré mal gré. D'autre part, tout ce qui est populaire est méprisé, le mot vulgaire est devenu une insulte. L'art qu'on juge commercial est rejeté par plusieurs, même s'il plaît à beaucoup de gens. Qui a une opinion positive du Québécois moyen? On réfère au peuple comme à la masse, la plèbe, la populace. Quand on pense que son beau-frère ou sa matante pourrait diriger le pays en compagnie de ses semblables, ça fait peur. La seule lueur d'espoir, c'est que personne se considère en dessous de la moyenne. Ce qui fait que la moyenne est peut-être pas aussi basse qu'on le prétend généralement...

Tous ceux qui se disent démocratique doivent selon moi réfléchir sérieusement à un système comme celui présenté ici, quitte à lui apporter certaines modifications. A moins que votre étiquette de démocrate soit seulement une façade pour plaire à la population ? Je crois qu'on va avoir de la difficulté à se présenter contre ce projet sans se présenter contre la démocratie.